

Derrière les indicateurs macro, les visions divergent sur le modèle économique suisse

CONJONCTURE. Selon une étude de Raiffeisen, le PIB par habitant est à la traîne et l'emploi se développe surtout à la faveur de la démographie. Un avis que ne partage pas Cédric Tille.

Jonas Follonier

Les sciences économiques distinguent essentiellement deux types de croissance. Soit un pays est plus peuplé, auquel cas on parle de croissance «horizontale» ou «extensive», soit ses habitants produisent plus – la croissance est alors qualifiée de «verticale» ou «intensive». Récemment, l'idée que la Suisse croîtrait plus en largeur qu'en hauteur depuis une quinzaine d'années s'est invitée dans le débat public. Fredy Hasenmaile, chef économiste de Raiffeisen, est arrivé à cette conclusion dans une étude publiée le mois dernier. Fondé sur une analyse sectorielle et géographique, ce diagnostic selon lequel la croissance du pays ne se reflète pas entièrement dans sa prospérité rejoint les thèses de certains représentants renommés de la discipline, comme le directeur de l'Institut de politique économique (IWP) de Lucerne, Christoph Schaltegger. D'autres, à l'image du professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève, Cédric Tille, se montrent plus nuancés.

A l'heure de la guerre tarifaire menée par Donald Trump, de la votation à venir sur le nouveau paquet d'accords entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ou encore des appels à la décroissance, L'Agefi dresse le bilan d'une discussion qui va bien au-delà du débat d'experts et dont les implications sont éminemment politiques.

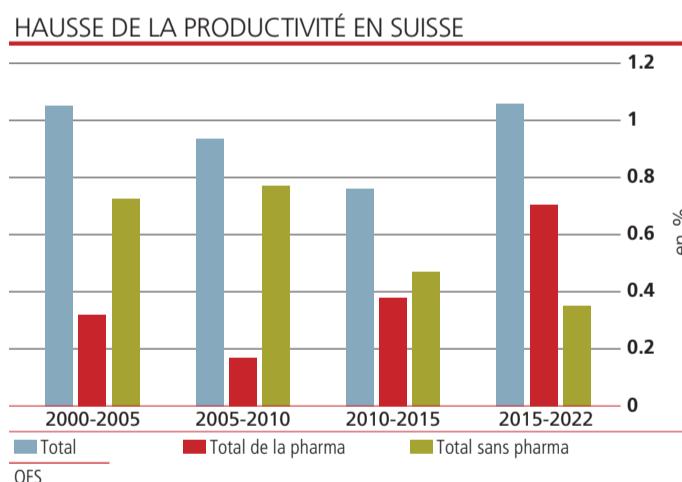
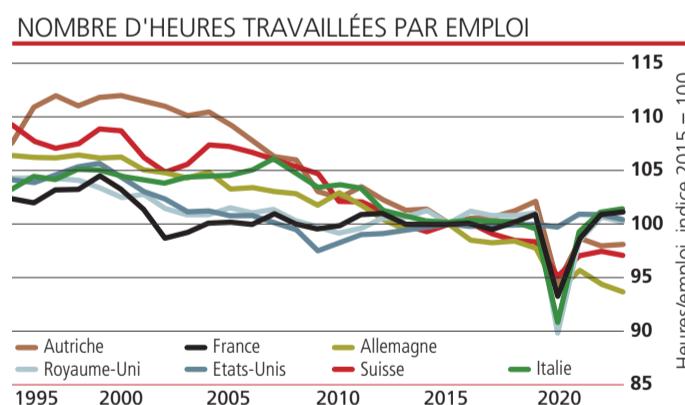
PIB par tête à la traîne

L'étude de Raiffeisen s'ouvre sur le constat que depuis 2019, le produit intérieur brut (PIB) en Suisse a augmenté de 8% et le PIB réel par habitant de seulement 3%, comme l'indiquent les chiffres du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). En d'autres termes, plus de la moitié de la croissance de la Suisse au cours des cinq dernières années est à mettre au crédit de la hausse de la population – c'est-à-dire à l'immigration, la natalité dans le pays étant insuffisante pour assurer à elle seule un renouvellement des générations.

Les chiffres du Seco pour la période de 2002 – année d'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation entre l'UE et la Suisse – à 2022 traduisent déjà cette tendance, qui s'est encore accentuée depuis. Durant cette période, le PIB helvétique a augmenté de 1,75% par an en moyenne, contre 0,82% pour le PIB réel



Démographie. La hausse de la population en Suisse a porté la majorité de la croissance du PIB entre 2002 et 2022.



par habitant. C'est donc l'augmentation de la population (+0,93%), la plus forte de tous les pays européens, qui a porté la majorité de la croissance du PIB entre 2002 et 2022. Les économistes de la coopérative bancaire relèvent en outre que la hausse du PIB par tête, en plus d'être inférieure à celle du PIB, est tendanciellement de moins en moins importante. En effet, la production de richesse par habitant corrégée de l'inflation a augmenté en moyenne annuelle de 1,1% entre 2000 et 2010, de 0,9% entre 2010 et 2020 et de 0,6% entre 2020 et 2024, toujours selon les chiffres du Seco. En 2023 et 2024, cet indicateur a même stagné. Selon Cédric Tille, ce ralentissement s'explique avant tout

par une baisse tendancielle du nombre d'heures de travail par emploi, plus marquée que dans les autres pays (voir le graphique ci-dessus), et par la stabilisation du taux d'activité. «La productivité par heure, autre source de la production de richesse par tête, est restée en moyenne haute internationale, malgré une décrue en 2023 qui explique en partie la stagnation du PIB par habitant, avec le taux d'activité.» Une plus-value de l'étude de Raiffeisen est de traduire ce phénomène en termes sectoriels. Dans cette approche (lire l'encadré ci-contre), l'économie est divisée en deux types de secteurs: ceux, comme le commerce de détail ou la santé, dont l'évolution de l'emploi suit celle de la po-

pulation, et ceux dits «autonomes», comme l'industrie ou les services informatiques, qui se développent à la faveur d'une meilleure allocation des ressources existantes. Selon l'étude, les secteurs autonomes ont représenté seulement 24% de la croissance de l'emploi en Suisse entre 2012 et 2022. le monde avec les industries manufacturières, explique le professeur. La discussion devrait plutôt porter sur l'hétérogénéité des gains de productivité que sur la part d'emplois liés à la démographie ou non.» D'après les chiffres de l'Office fédéral de la statistique compilés par Cédric Tille, le secteur pharmaceutique a représenté 0,18% de la hausse de la productivité totale en Suisse entre 2005 et 2010, 0,39% entre 2010 et 2015 et 0,67% entre 2015 et 2022 (voir le graphique ci-dessus). La pharma représente désormais plus de la moitié de l'augmentation de la productivité dans le pays. Fredy Hasenmaile soutient, de son côté, que son étude permet justement une réflexion sur la répartition des gains de

Fredy Hasenmaile en quatre dates clés



1967 Naissance à Zurich

2002 Master en économie et finance de l'Université de Zurich

2003 Economiste chez Credit Suisse (fonctions de direction dès 2012)

2023 Chef économiste de Raiffeisen Suisse

Cédric Tille en quatre dates clés



1970 Naissance à Lausanne

1993 Master en économie de l'Université de Lausanne

1998 Thèse en économie à l'Université de Princeton (New Jersey)

2007 Professeur d'économie à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)

productivité: «Chaque région où l'emploi se développe avant tout en raison de la hausse démographique aurait intérêt à s'inspirer des modèles de réussite en ne se limitant pas à ses secteurs traditionnels, mais en se diversifiant et en offrant de bonnes conditions cadre», estime l'économiste.

Niveau de départ élevé

En plus d'augmenter de plus en plus lentement, le PIB par habitant est à la traîne en comparaison internationale. Comme nous l'avons déjà relevé dans ces colonnes, la croissance annuelle moyenne de cet indicateur, qui se situait dans la moyenne des pays de

vendredi 29 août 2025 |

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) entre 2000 et 2010, soit 1%, a légèrement fléchi à 0,9% pour les années 2010 à 2022, alors qu'elle s'est élevée à 1,2% pour l'UE et 1,3% pour l'OCDE.

Dans un article paru en octobre 2024, *Economiesuisse* note toutefois qu'un point de pourcentage d'augmentation du PIB par habitant en Suisse représente une plus forte progression en termes absolus que dans un pays où cet indicateur est moins élevé. Entre 2000 et 2023, la production de richesse par tête «a augmenté de près de 15.000 dollars internationaux (ndlr: à parité de pouvoir d'achat) en Suisse, d'un peu plus de 12.000 dollars internationaux en Allemagne et d'un peu moins de 12.000 dollars internationaux au Chili», écrit la faïtière. Seuls les Etats-Unis ont surpassé la Confédération, avec une hausse de plus de 18.000 dollars internationaux.

Avenir Suisse ajoute dans une analyse d'avril 2023 que des processus de convergence peuvent expliquer une hausse du PIB par habitant plus faible en Suisse qu'ailleurs: «Les économies nationales dont les performances économiques et la productivité sont déjà élevées ont tendance à croître plus lentement que les pays dont le niveau de départ est plus faible», relève le groupe de réflexion libéral.

Nécessité de la croissance autonome

Cédric Tille comme Freddy Hasenmaile sont d'avis que le PIB par habitant peut augmenter quel que soit son niveau de départ et que la hausse de cet indicateur est cruciale. «La croissance autonome permet un développement économique sans les effets négatifs de la crois-

sance quantitative que sont par exemple la saturation des infrastructures ou la pénurie de logement, explique l'économiste en chef de Raiffeisen. Le système politique suisse est trop lent pour régler les défis que représentent 80.000 ou 100.000 admissions par an. Je pense que nous devrions les limiter à environ 40.000 par an, quitte à affiner davantage le profil des immigrés et à réformer les systèmes sociaux pour les rendre financièrement soutenables.»

«Plus que les processus politiques, ce sont les systèmes administratifs qui ne sont pas adaptés au rythme de la hausse démographique, nuance Cédric Tille. Par exemple, quand une collectivité locale prépare la construction d'une école, elle cale parfois le projet sur le niveau de population actuelle, au lieu d'anticiper.» Quant à l'idée de modérer l'immigration en provenance de l'UE, le professeur n'y croit guère. «La libre circulation des personnes ne se négocie pas pour les Vingt-Sept, la Suisse devrait donc dénoncer ce traité, ce qui n'est pas dans son intérêt en raison de son besoin de main-d'œuvre et des conséquences sur d'autres accords.»

L'étude de Raiffeisen précise du reste qu'une part élevée de croissance autonome peut également représenter un risque pour une région, car elle «ne conduit pas nécessairement à une forte croissance de l'emploi». En revanche, la croissance liée à la population est «moins sensible à la conjoncture», ce qui lui confère «un effet stabilisateur». Cédric Tille signale par ailleurs que «la perte de prospérité ressentie par de nombreux Suisses s'explique aussi par une pression sur le revenu disponible après dépenses obligatoires, reflétant par exemple la hausse des primes d'assurance maladie, plus liée au vieillissement qu'à la croissance démographique.» ■

Résistance romande à la désindustrialisation

L'étude Raiffeisen a pour but principal de montrer dans quels secteurs et quelles régions la croissance de l'emploi se fait avant tout de manière «autonome», c'est-à-dire de façon non liée à la hausse démographique. Il en ressort notamment que la Suisse romande connaît une croissance de l'emploi autonome nettement supérieure à celle du reste de la Suisse et permettant une résistance à la désindustrialisation.

C'est le cas de Nyon avec son écosystème medtech ou de Renens-Ecublens avec ses entreprises actives dans l'informatique ou la recherche et le développement. A Viège, la croissance de Lonza a fait de cette région «la plus prospère de la période d'observation» de l'étude, avec une progression du secteur autonome de 57%. Zurich connaît également une forte croissance dans le secteur des services à forte intensité de connaissances. D'après l'étude, cette région a représenté plus de 40% de la croissance de l'emploi autonome de toute la Suisse entre 2012 et 2022.

Cette division en secteurs liés à la démographie et autonomies est connue en économie sous le nom de «théorie de la base économique». Selon cette théorie, le secteur des exportations constitue la base de la croissance d'une région et également celle de la croissance de la demande intérieure. Les auteurs de l'étude ont procédé à la classification sectorielle en étudiant la concentration régionale, ainsi que la variation de la croissance de l'emploi par habitant dans un secteur entre les régions. Le pays a été divisé en 100 bassins d'emploi. ■